

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Mercredi 14 juillet 2021

Méthode Macron : autosatisfaction, menaces et accusations

Lors de sa dernière allocution télévisée, Macron s'est montré fidèle à lui-même et à sa politique : auto-satisfait, alors que la France compte actuellement plus de 111 000 décès causés par le Covid. Et prêt à toutes les bassesses. En annonçant que la vaccination serait désormais obligatoire pour les soignants, il en fait les boucs émissaires de l'épidémie, suivi immédiatement par Véran, qui annonce que ceux qui ne seront pas vaccinés au 15 septembre ne seront plus payés... et donc virés ?

Les héros de 2020, applaudis tous les soirs à 20 heures, ceux qui ont été les plus exposés au virus, sont désormais tancés et menacés en 2021. Alors qu'il est difficile d'avoir des chiffres fiables sur le pourcentage des soignants vaccinés, il est en revanche facile de savoir combien de postes manquent dans les hôpitaux et les autres établissements de santé. Il est facile de savoir combien les bas salaires et les conditions de travail éprouvantes sont un frein à l'embauche dans le secteur hospitalier, ou de l'aide à la personne. Mais ce n'est pas la préoccupation de Macron et de son gouvernement. Il montre du doigt certaines catégories, tente de nous diviser entre vaccinés et non vaccinés. La vaccination est un enjeu fondamental dans la maîtrise de l'épidémie, mais au lieu d'aller chercher les personnes éloignées des parcours de soin, il n'a que Doctolib à proposer. La plateforme a d'ailleurs été prise d'assaut suite à son allocution. Le passe sanitaire relève de la même logique : moraliser et contraindre, le bâton... ou le bâton.

« Défendre un modèle social »... Pour mieux le dézinguer

Macron a tenu à rendre hommage au « modèle social français ». On comprend sa logique : c'est ce qui lui a permis de financer largement le chômage partiel dont nombre de grandes entreprises ont bénéficié pendant les différents confinements. Sans aucun contrôle et sans aucune sanction financière pour les patrons qui en ont abusé. En revanche, le fait que bon nombre de jeunes et moins jeunes aient dû avoir recours à l'aide alimentaire durant cette période est passé sous silence.

Prétendre se montrer social pour mieux nous attaquer n'est pas une gymnastique trop complexe pour le « en même temps » macroniste : il annonce qu'il va mettre en œuvre la réforme de l'assurance chômage au 1^{er} octobre prochain, alors que le Conseil d'État l'a suspendue fin juin, car elle entraînera une très forte baisse de revenus pour les personnes privées d'emploi.

Il n'empêche : dans cette période où les licenciements explosent, Macron continue à faire comme si on pouvait trouver du travail « en traversant la rue ». Dans la même logique, il annonce qu'il faudra « travailler plus longtemps et partir à la retraite plus tard »... en remettant sa réforme des retraites sur la table. Il précise toutefois qu'il attendra que l'épidémie soit maîtrisée pour en reparler... Mais c'est peut-être notre colère qu'il a peur de ne pas maîtriser !

Le gouvernement veut rendre des choses obligatoires ? Nous aussi !

Car les travailleurs aussi auraient bien des choses à rendre obligatoires, notamment ceux de la santé. Obligatoire de ne plus jamais avoir de masques périmés ! Obligatoire de ne plus jamais avoir de sacs poubelle en guise de « surblouses » ! Obligatoire de ne pas vacciner au compte-goutte durant six mois ! Obligatoire de disposer de vaccins, médicaments et matériel suffisant, sans engraisser des profiteurs qui se fichent de la santé ! Obligatoire de ne pas embaucher en dessous de 1 800 euros nets par mois ! Obligatoire de supprimer les contrats précaires, l'exploitation ! Obligatoire qu'il y ait des centaines de milliers d'embauches ! On continue la liste ?

PSA, agence, sous-traitant : vol en bande organisée

Des agences d'intérim n'avaient pas payé à 84 % du net les intérimaires pour le chômage partiel de mai. Des intérimaires n'ont pas lâché l'affaire et ont téléphoné pour réclamer. Les agences ont dû payer leurs salariés qui avaient raison de se méfier de ces voleurs.

Chez les sous-traitants, certains salariés ont posé des jours de RTT pour couvrir le chômage de mai et juin. Volontairement leurs employeurs ne leur avaient pas dit qu'ils pouvaient bénéficier du chômage partiel payé à 84 %. Ces patrons sont de vrais voyous, exigeons qu'ils rendent les jours de RTT !

PSA aide la jeunesse... à détester les patrons

La direction a recruté plus de 150 étudiants non payés ou payés moins de 36 € par mois (le remboursement de la carte Navigo). Ils font des travaux d'opérateurs habituellement payés autour de 1 500 €. La direction économise ainsi des dizaines de milliers d'euros. Cette leçon d'exploitation honteuse vaut mieux que de long discours.

Pour quelques minutes de plus... la galère

La direction a rajouté 30 minutes d'H+ jeudi 15 juillet. À l'habituel problème de transports, se rajoute la suppression du RER A pour travaux.

La direction s'en fiche. Elle annonce aussi une H+ pour l'équipe de nuit Ferrage-Peinture et l'équipe VSD du Montage pour le 16 juillet. On chôme et après il faut faire des samedis, des dimanches et des H+... du grand n'importe quoi !

Salaire partiel, horaires fluctuants

Pour le Montage, la direction annonce pour août une équipe de nuit de 29 heures sur 5 jours, avec donc autour de 400 € en moins par rapport à une équipe de nuit à 35 heures. Le but : faire travailler en nuit pour un salaire de journée ! Bien sûr, elle promet qu'en octobre l'équipe passerait à 35 heures... Mais on sait ce que valent ses promesses.

Avec un horaire du type 23h-5h20, cette équipe sera utilisée pour compléter les manques de production de la journée, en débutant les séances de travail parfois avant 23h, les ouvriers prévenus au dernier moment comme d'habitude...

Prime d'intéressement, pas sûr d'être intéressante

La direction vient de changer encore une fois les règles de calcul de la prime d'intéressement. Elle a rajouté 2 nouveaux critères : si Stellantis a une amende pour avoir produit des véhicules émettant trop de dioxyde de carbone ou si Stellantis a moins de liquidités (cash flow), on touchera moins voire rien du tout.

Cette prime est de plus en plus aléatoire : certaines années on a eu près de 2 000 €, d'autres 0 €. Ce dont

on a besoin c'est de quelque chose de solide, de régulier, qui compte pour la retraite et donné à tous (CDI comme intérimaires) : une vraie augmentation de salaires ! Mais pour ça il faudra s'organiser et se battre !

Un changement de calcul bien réfléchi

Un média boursier a rapporté que Stellantis va avoir moins de liquidité (cash flow) malgré ses bénéfices importants pour le 1^{er} semestre 2021. Si ça se reproduit tout au long de l'année, on aura des miettes de plus en plus petites en prime d'intéressement.

La direction s'est vraiment fait un nouveau mode de calcul sur mesure pour pouvoir nous la baisser.

Magnetto Aulnay : « C'est un braquage » !

À Magnetto (M.A France), ancienne usine d'emboutissage de PSA Aulnay, pour la deuxième fois, PSA son seul donneur d'ordre a fait retirer des outils de production.

Samedi dernier un camion est venu au petit matin : « Ils sont arrivés en pleine nuit, comme des cambrioleurs » raconte un ouvrier. PSA veut reprendre les outils et menace à chaque enlèvement les emplois des ouvriers qui y travaillent. Dans cette usine de 500 salariés, dont 200 intérimaires, PSA n'a pas respecté son engagement de laisser les outils jusqu'en 2026 et retire les plus rentables. Le message est clair.

Les ouvriers engagent le bras de fer contre Magnetto, mais surtout contre PSA, pour garantir leurs emplois au moment où les licenciements et suppressions de postes se multiplient, pas seulement chez les sous-traitants automobiles.

Poker menteur en Angleterre

Depuis le rachat d'Opel par PSA en 2017, Tavares menaçait de fermer le site d'Ellesmere Port en Angleterre. Déjà depuis 2017, le site est passé de 1 900 à 1 000 salariés. La semaine dernière, le site était finalement déclaré « sauvé »... Avec encore moitié moins de salariés dans 4 ans (ils ne seront plus que 500), et une subvention de l'État anglais pour le passage à l'électrique, alors que les lignes d'assemblages sont les mêmes. Avec un coup pareil, c'est surtout les dividendes qui ont été sauvés.

Chaises musicales

La direction a annoncé au CSE central avoir lancé une étude pour réorganiser les sites du Pôle tertiaire de Poissy, le centre technique de Vélizy et les bureaux Peugeot Sports de Versailles : un peu plus de 10 000 salariés. L'idée, c'est de réaliser des économies sur le foncier...

Le problème quand les parois des murs se rapprochent, c'est qu'on est vite soit écrasés, soit obligés de prendre la porte.